

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 06 FEVRIER 2 000

N° 274 PRIX 4 FF



LES OPPRIMES NE PEUVENT COMPTER

SUR DES "LIBERATEURS"

QU'ILS SOIENT EN KAKI OU PAS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

2

Page 2  
Editorial

é d i t o r i a l

Page 3  
Côte d'Ivoire:  
- dictature, misère  
et football.  
- la deuxième chute  
de Bédié.

**LES OPPRIMÉS NE PEUVENT  
COMPTER SUR DES  
"LIBÉRATEURS", QU'ILS  
SOIENT EN KAKI OU PAS**

Page 6  
Sénégal: une fausse  
rivalité entre gens  
d'un même monde.

Depuis le coup d'Etat militaire qui a renversé le régime de Bédié en Côte d'Ivoire, il est devenu de bon ton dans le milieu des petits bourgeois "démocrates" de parler de l'arrivée d'un "nouveau type" de coups d'Etat en Afrique. Selon ces gens-là, les militaires seraient devenus "pro-démocratiques" depuis quelques temps et que les coups d'Etat qu'ils pratiquent sont destinés à "libérer" le pays du joug d'un dictateur devenu indéboulonnable par la voie des urnes malgré l'ouverture au multipartisme depuis la fin des années 1980. Selon eux "l'armée peut se transformer en agent de la démocratie" en prenant le pouvoir dans un premier temps et en le laissant par la suite à des civils après avoir organisé des élections dites libres. Ils citent en exemple le cas de Toumani Touré qui, après avoir renversé le général Moussa Traoré au Mali, a laissé le pouvoir au civil Konaré après une période de transition. Ils citent aussi le cas du général Abubakar qui, au Nigéria, a laissé le pouvoir à un autre général, Obasanjo, après élections.

Page 8  
Tchad: l'ex-dictateur  
Habré inculpé pour  
ses crimes.

Page 9  
Mali: Des enfants des  
pauvres meurent ...

Page 10  
Ethiopie: la popula-  
tion victime de la  
dictature et de la  
guerre.

ABONNEMENT  
FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF  
- Pli fermé : 85 FF  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-poste  
courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

Après s'être fait beaucoup d'illusions sur l'instauration du multipartisme et ce qu'ils appelaient le "tournant démocratique" des années 90, ils constatent que les Eyadéma, Bongo et autre Lansana Conté sont toujours là, que leur dictature est aussi criminelle qu'avant et que leurs opposants n'ont aucune chance de connaître l'alternance par la voie des élections. Ils voudraient donc que les militaires leur apportent sur le plateau la "démocratie" et la "liberté" qu'ils prétendent tant vouloir, mais qu'eux-mêmes n'ont pas le courage de conquérir par le seul moyen qui existe, à savoir une lutte déterminée, y compris avec les armes.

Ils se contentent donc de miser sur ceux qui ont les armes, les militaires, pour leur donner cette chance d'arriver un jour au pouvoir. C'est ainsi que Wade, à quelques jours des élections, s'est mis à rêver tout haut de l'arrivée d'un Robert Gueï sénégalais qui le débarrasserait, par

un coup d'Etat, de son éternel rival électoral Diouf et lui remettrait ensuite le pouvoir après les élections. Il dit que ce n'est pas lui qui a inventé le terme de "bon coup d'Etat" mais que ça existe.

Certes, en Côte d'Ivoire, l'arrivée au pouvoir de Robert Gueï a été accueillie avec joie dans certains quartiers populaires. Celui-ci se présente volontiers comme le libérateur et prétend qu'il va "nettoyer la maison" avant de la laisser aux civils. Mais à peine arrivé au pouvoir, une de ses premières préoccupations fut de

rétablir l'ordre pour le grand soulagement des possédants qui avaient peur que les foules envahissent la ville et s'en prennent à leurs biens. Non, les travailleurs ne doivent se faire aucune illusion sur les vertus "démocratiques" ni des militaires ni des "civils". Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, sur leur mobilisation, leur lutte et leur capacité d'organisation pour défendre leurs propres intérêts d'exploités. S'ils fondent leur espoir sur un prétendu "libérateur" comme Gueï, ils ne pourront être que déçus.

## WADE REVE D'UN COUP D'ETAT A SON PROFIT

Abdoulaye Wade, leader du Parti Démocratique Sénégalais (PDS), deux fois ministre de Diouf, n'est pas satisfait de son sort. Il est impatient de devenir un jour président. Mais Diouf lui barre le chemin. Alors il rêve en pensant aux militaires.

Dans un récent meeting, il a

exhorté l'armée à s'emparer du pouvoir comme en Côte d'Ivoire.

Mais croit-il qu'une fois Diouf écarté, il serait le mieux placé pour accéder à la présidence, si les militaires déci'aient de se retirer de la scène politique?

Il peut toujours rêver.

## COTE D'IVOIRE

### DICTATURE, MISERE ET FOOTBALL

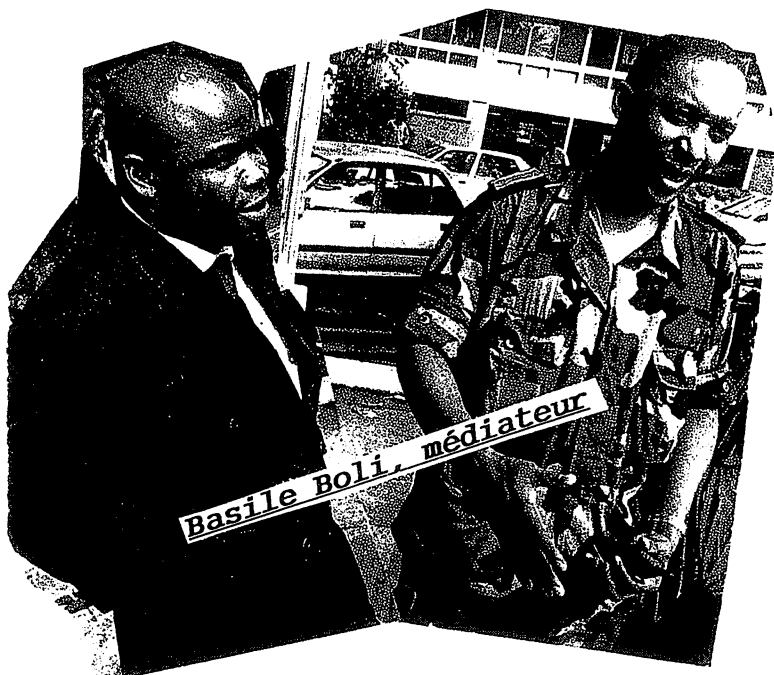
Un match de football opposant l'équipe du Cameroun à celle de la Côte d'Ivoire a été perdu par celle-ci. Il ne s'agit là que d'une banale défaite d'une équipe.

Eh bien, il n'en a pas fallu plus que ça pour que le nouveau dictateur, le général Gueï en personne se mette dans tous ses états. Il dépêcha dare-dare un avion militaire et une équipe, cette fois de galonnés, pour ramener manu militari ceux qui à ses yeux ont gravement fauté, puisqu'ils ont eu le mauvais goût de perdre un match de football. Les joueurs ont été conduits droit vers une caserne

militaire où ils ont été "consignés" pendant trois jours, sous haute surveillance militaire afin, paraît-il, de leur inculquer le "bon sens civique".

L'humiliation que devaient subir ces malheureux joueurs ne s'arrêta pas là. Ils ont été ensuite conduits dans la cour du palais présidentiel où Gueï en personne leur fit chanter l'hymne national et les fit marcher au pas après avoir exigé d'eux qu'ils se mettent tous au garde à vous devant lui. Il leur asséna ensuite une leçon de patriotisme et les accusa d'avoir donné une "image négative" du pays

en ne menant pas à bien la soi-disant "mission" dont ils auraient dû se sentir investis. Qu'ils s'estiment heureux de s'en sortir à si bon compte, aurait-il ajouté en substance, car s'ils se mettent à



récidiver, ce n'est pas 3 jours de trou qu'ils auraient à faire, mais 18 mois de service militaire. Ce n'est qu'ensuite seulement que les joueurs furent autorisés à rentrer chez eux.

Pour ne pas froisser davantage les susceptibilités du général dictateur, les joueurs n'ont pas demandé leurs restes comme par exemple une partie de la somme que chacun d'eux devrait toucher.

Les joueurs de football de l'équipe nationale ne sont pas les plus mal lotis, si on compare ce qu'ils subissent par rapport à tout ce que les travailleurs ont à endurer de misère et d'humiliation durant toute leur vie. Mais rien que ce fait est révélateur des méthodes des militaires et de leurs complices civils qui ont fait le choix de les appuyer et de gouverner avec eux.

Le régime n'ignore pas qu'une partie de la jeunesse désœuvrée et marginalisée n'a de choix que celui de s'évader de temps en temps à

travers les matches quand ce n'est pas au moyen de la drogue. Sous Bédié, les matches de football pouvaient parfois se traduire par une sorte de "sorties" des hordes de jeunes généralement issus des quartiers déshérités. Si par malheur "leur" équipe avait perdu, la colère de ces jeunes pouvait prendre un caractère violent. C'est ainsi que la population d'origine ghanéenne d'Abidjan a été fortement malmenée il y a quelques années à l'issue d'un match perdu contre une équipe du Ghana.

Le régime de Bédié, le dictateur déchu, ne s'est jamais opposé à cet état de choses. Bien au contraire, ses petits amis les dirigeants sportifs, les hauts fonctionnaires, les notables, sans compter les plumitifs de la presse à la solde du pouvoir, allaient plutôt dans le sens des supporters en colère.

Ce phénomène est d'autant plus inquiétant que malheureusement la Côte d'Ivoire ne détient pas le monopole de ce genre de comportement. Récemment un car qui transportait des joueurs nigériens a été bombardé de jets de cailloux par des supporters déçus des mauvaises performances de leur équipe préférée.

Les matches de football sont devenus des sortes de soupapes de sécurité par lesquelles les gouvernements canalisent la colère et les frustrations engendrées en réalité par les inégalités sociales et les injustices criantes que ces mêmes gouvernements entretiennent.

Le nouveau régime ivoirien ne veut, pas plus que les précédents, changer quoi que ce soit à cet ordre des choses. De gaité de coeur, il ne concèdera rien aux classes pauvres. Il cherche à son tour à détourner à bon compte l'éventuelle colère émanant des quartiers pauvres. Quelques victoires sportives à donner en pâture à la jeunesse frustrée seraient, de leur point de

vue, un bon anesthésiant pour faire oublier ne serait-ce que durant quelque temps la misère et finalement l'impasse dans laquelle le système capitaliste a réussi à basculer la majorité de la population, à commencer par la jeunesse.

En se servant de l'équipe de football comme d'un bouc émissaire, en obligeant les sportifs à marcher au pas, Gueï cherche sans doute à

user d'une sorte de démagogie à bon compte à l'égard de cette jeunesse.

Ce qui est sûr, c'est que si par cette manoeuvre, ce général réactionnaire réussissait à se faire applaudir aujourd'hui, il n'hésitera pas à utiliser ce genre de "succès" pour chercher à instaurer une politique visant à mettre au pas l'ensemble des exploités au profit des riches et des exploités.

## COTE D'IVOIRE

### **LA DEUXIEME CHUTE DE BEDIÉ**

L'ex-président ivoirien, chassé du pouvoir en décembre dernier par un coup d'Etat militaire, est récemment "mis en congé" du PDCI (l'ancien parti accroché au pouvoir pendant des décennies), alors que celui-ci s'apprête à tenir son congrès extraordinaire annoncé pour ce mois de février.

On se rappelle qu'après avoir fui le pays à la suite du coup de force des militaires, il avait lancé un appel à son parti pour qu'il ne participe pas au "nouveau" gouvernement mis en place par les militaires. Son parti ne l'a pas

écouté en y envoyant des représentants. Mais il n'était pas encore au bout de sa peine puisqu'il vient d'être mis à l'écart d'un parti dont il était encore le président il y a seulement quelques semaines et sur lequel il misait pour se présenter à la future élection présidentielle.

Ainsi, après avoir été chassé du pouvoir dans l'indifférence générale, abandonné par l'armée sur laquelle il comptait -en vain, Bédié est obligé de se rendre à cette évidence que, pour l'heure, il n'y a pas grand monde pour défendre sa cause au sein de son propre parti.

### **UN TRUAND, UNE VALISE DE DOLLARS ET UN PISTOLET**

Il ne s'agit pas d'un nouveau film de western, mais de l'ancien ministre ivoirien des Finances Niamien N'Goran qui, à la faveur de la confusion générale créée par le récent coup d'Etat, a réussi à s'emparer d'une valise pleine de dollars et à se volatiliser dans la nature.

Plusieurs semaines après sa fuite, personne ne sait où ce ministre a disparu. Ce qui intéressait le milieu dirigeant était moins la personne de ce monsieur que ce qu'il trimbalait dans sa valise diplomatique.

Mais récemment un journal a

signalé sa présence en France. Son itinéraire était digne d'un escroc qu'il est. Armé d'un pistolet pour le cas où il aurait fait une mauvaise rencontre avec un mafieux de son milieu, il a réussi à franchir la frontière ghanéenne, et d'Accra il a pris un avion pour atterrir à Amsterdam. Là, avant de le laisser partir en France, la police l'aurait désarmé. Mais peut-être que lui-même, se sentant désormais en sécurité, il a jugé inutile de garder son arme.

Ainsi par une voie différente et tortueuse, l'ancien ministre des Finances de Bédié a trouvé à son

tour un refuge en France où se trouvent déjà son ancien patron et certains de ses anciens collègues.

Mais il est douteux que l'ancien ministre des Finances souhaite rencontrer tout ce beau monde. Car selon le même journal, "le problème pour N'Goran ne vient pas seulement du nouveau pouvoir,

mais du clan Bédié qui le cherche les "yeux rouges". Ce départ coupable, sans prévenir, avec des valeurs subtilisées en catimini, lui est reproché par des hommes de l'ex-président (...) qui lui promettent un châtement futur". Donc peut-être en perspective, un règlement de comptes digne de la pègre.

### ELECTION AU SENEGAL

## UNE FAUSSE RIVALITE ENTRE GENS D'UN MEME MONDE

L'élection présidentielle est prévue pour le 27 février prochain. Abdou Diouf, au pouvoir depuis 1981, est le candidat du PS pour un quatrième mandat. Les principaux concurrents qu'il aura en face de lui sont : Abdoulaye Wade, dirigeant du PDS, soutenu par les trois partis

ministre et fut même un des "barons" du PS. Il n'est devenu "opposant" qu'à partir de 1998, lorsqu'il s'est aperçu que la place de dauphin d'Abdou Diouf qu'il convoitait depuis longtemps a été occupée par un autre que lui. Idem pour Moustapha Niasse qui n'est sorti du PS qu'en 1999.



C'est dire que les travailleurs et les petites gens en général n'ont rien, mais vraiment rien à attendre des résultats de ces prochaines élections. Quel que soit l'élu, il continuera la même politique qui consiste à servir avant tout les intérêts de la bourgeoisie internationale mais aussi des exploiters locaux. Pour les travailleurs, les petits paysans et pour l'ensemble des déshérités, ce sera toujours l'austérité, le blocage des salaires, l'oppression et la dictature de ceux qui possèdent les capitaux.

Afin de récolter le maximum de voix, les principaux candidats font la tournée des marabouts. Chacun cherche le soutien des plus hauts dignitaires des confréries religieuses et souhaite que ces derniers prononcent le "ndiguel" (consigne "sacrée" de vote) en sa faveur.

du "pôle de gauche" (And Jëf, Ligue Démocratique et Parti de l'Indépendance et du Travail), Djibo Kâ de l'Union pour le Renouveau Démocratique et Moustapha Niasse de l'Alliance des Forces du Progrès. Notons que tous ces candidats prétendent "opposés" à Diouf ont tous mangé dans sa main. Wade a été par deux fois son ministre d'Etat, Djibo Kâ a aussi été plusieurs fois

Chacun sait que de tous temps, les plus hautes autorités religieuses sont proches du pouvoir et bénéficient de maints avantages et financements de l'Etat. Ce sont les liens tissés depuis l'époque de

Senghor qui avaient jusqu'ici profité à Diouf. Mais ses concurrents voudraient aussi en bénéficier. C'est pour cela que Wade a été fier d'annoncer que sa première "visite officielle" a été destinée à la ville de Touba, la capitale du mouridisme. Il déclare volontiers que contrairement à Diouf, lui Wade est un mouride. Il a promis aux dignitaires de Touba que s'il est élu il financera des infrastructures pour cette ville, etc.

Sur ce terrain, Djibo Kâ et Moustapha Niassé ne sont pas en reste. Chacun dans sa région natale fait les yeux doux aux dignitaires

religieux locaux.

Dans ces élections aucun candidat ne défend les intérêts des exploités. Aucun n'explique pourquoi il y a d'un côté une petite minorité de privilégiés qui vit dans l'opulence tandis que de l'autre, la grande majorité ne connaît que la misère et l'exploitation. Aucun d'entre eux ne dénonce l'exploitation capitaliste qui est à l'origine de cette misère et n'explique que, pour y mettre fin, il faudrait au Sénégal comme ailleurs, lutter contre ce système capitaliste.

La seule chose que ces candidats bourgeois méritent, c'est le mépris des travailleurs.

### SENEGAL

## **MAGOUILLES ET FRAUDES ELECTORALES EN VUE**

Les partis d'opposition regroupés au sein du Front pour la régularité et la transparence des élections (FRTE) ont organisé des manifestations pour protester contre ce qu'ils appellent "le coup d'Etat électoral" de Diouf. Il s'agirait d'une commande de fabrication de cartes électorales que le gouvernement a effectuée en cachette auprès d'une société basée en Israël. Surpris la main dans le sac, le gouvernement explique qu'il s'agit de cartes infalsifiables commandées en "double" au cas où l'imprimerie sénégalaise officiellement chargée de les imprimer ne serait pas en mesure de les livrer à temps.

Alors, tentative de magouille comme le disent les principaux

opposants, ou bien simple "précaution" comme l'affirme le ministre de l'Intérieur ?

En tout cas, en matière de magouilles et fraudes électorales en tous genres, Abdou Diouf en connaît plus d'un rayon. Il déclare volontiers que ces élections seront "transparentes" mais personne n'ignore que dans les petites villes et villages reculés, là où les dignitaires tels les maires et les sous-préfets règnent comme de vrais potentats locaux, ils peuvent tout faire, y compris obliger les électeurs à "bien voter", c'est-à-dire pour leur candidat. Tout le monde sait aussi qu'une fois que les bureaux de votes sont fermés, ils peuvent bourrer les urnes et falsifier les résultats à leur convenance.

## **SELON DIOUF ET SON "DAUPHIN" LES SACRIFICES SONT POUR LES PETITES GENS**

Voici comment Ousman Tanor Dieng, celui que tout le monde présente comme le numéro deux du régime et "dauphin" de Diouf, répond à une question d'un journaliste à propos d'un des

comportements de Diouf.

Question: "On reproche, notamment au président sortant, haut fonctionnaire dès l'âge de 25 ans, de n'avoir pratiquement jamais payé

l'électricité, l'eau, l'huile ou le riz..."

Réponse: "Je ne vois vraiment pas ce qu'il y a de gênant à cela. Ce n'est pas parce qu'on n'a pas payé l'eau et l'électricité qu'on ne peut pas être en phase avec son peuple. Je suis moi-même un fonctionnaire et je sais de quoi je parle. Cela ne m'empêche pas de bien connaître mon pays et d'être

sensible aux difficultés des gens lorsque je sillonne les zones rurales..."

Et ce sont ces gens-là, vivant dans l'opulence, qui osent demander aux travailleurs et aux petits employés de l'Etat de faire des sacrifices, de se serrer la ceinture en acceptant des blocages des salaires durant plusieurs années.

### TCHAD

## **L'EX-DICTATEUR HABRÉ INCULPE POUR SES CRIMES**

L'ex-dictateur Hissein Habré est réfugié depuis dix ans à Dakar au Sénégal où il coule des jours paisibles dans sa luxueuse résidence grâce aux milliards de francs CFA emportés lors de son exil.

Cette paix est maintenant rompue. En effet il vient d'être inculpé de "complicité de crimes et d'atrocités" par le tribunal de Dakar, et placé en "résidence surveillée".

C'est en janvier 1999 qu'une plainte contre lui pour "génocides et crimes contre l'humanité" a été déposée au parquet de Dakar par l'Association des victimes de la répression sous son régime, et par le Collectif des associations de défense des droits de l'homme.

Habré était un dictateur sanguinaire. Selon les chiffres publiés par la Ligue Tchadienne des Droits de L'Homme, son régime (de 1982 à 1990) avait fait 40 000 victimes, dont la plupart dans des conditions atroces, 30 000 veuves, 80 000 orphelins, des dizaines de villages brûlés. Juger Habré sera la moindre des choses.

L'empressement avec lequel l'actuel président Idriss Déby demande que Habré soit jugé au Tchad est une manoeuvre de diversion dont personne n'est dupe. Rappelons que

quelque temps après son arrivée au pouvoir en 1990, avec l'aide du gouvernement français, il avait timidement ordonné une commission d'enquête pour statuer sur les crimes de Hissein Habré. Le résultat



L'ex-bourreau Habré

était flagrant. Malgré cela, Déby n'a jamais demandé l'extradition de son ancien maître Habré. Et pour cause!

C'était lui, Déby, le bras droit, et en même temps l'exécuteur des basses besognes de Habré: assassinats politiques, tortures,



incendies des villages, viols, pillages des biens des victimes. Aussi avait-il peur que des révélations de Habré ne l'éclaboussent.

S'il y a un président qui n'a pas peur de ces révélations, c'est Diouf. En déclarant recevable la plainte contre Habré, il passe pour un démocrate, respectueux des droits de l'homme. Mais la campagne pour les élections présidentielles qui bat son plein au Sénégal n'est peut-être pas étrangère à sa décision.

Cependant, dans les milieux tchadiens, on pense que c'est le gouvernement français qui, dans

l'ombre, manipule tout. Il aurait conseillé à Diouf d'enregistrer cette plainte contre Habré, en pensant que la procédure, à coup sûr, allait porter un sale coup à l'image de Déby. On pense aussi que l'affaire des cinq drapeaux français brûlés lors d'une manifestation récente organisée à Ndjaména par le régime de Déby serait restée en travers de la gorge du gouvernement français.

Alors, la France a trouvé peut-être là une nouvelle occasion de se démarquer un peu plus du régime de Déby, elle qui est souvent accusée par l'opposition de soutenir à bout de bras ce régime pourri.

#### MALI

### **DES ENFANTS DES PAUVRES MEURENT, FAUTE D'ARGENT POUR LES VACCINS**

Selon un article paru récemment dans le journal Le Monde, un enfant sur quatre meurt avant l'âge de cinq ans au Mali -faute de vaccination. Cela est le résultat du fait qu'en 1999 par exemple, il y avait seulement 22% des enfants de moins d'un an et 46% de ceux de 12 à 23 mois qui ont été vaccinés.

Il existe bien un "programme élargi de vaccination" (PEV) destiné à lutter contre la poliomyélite, la diphtérie, le tétanos, la tuberculose, la coqueluche et la rougeole. Mais ces maladies, surtout les deux dernières, continuent à faire des ravages.

Cette situation catastrophique s'explique par le fait que dans les villages éloignés des centres

urbains, il n'y a pas de vaccination en dehors des "journées nationales de vaccination" de toute façon insuffisantes. Alors, pour que ceux qui sont loin des villes puissent faire vacciner leurs enfants, il faut qu'en plus de l'achat des vaccins, ils payent des employés de la santé et assurent leur déplacement en prenant à leur charge le prix du carburant.

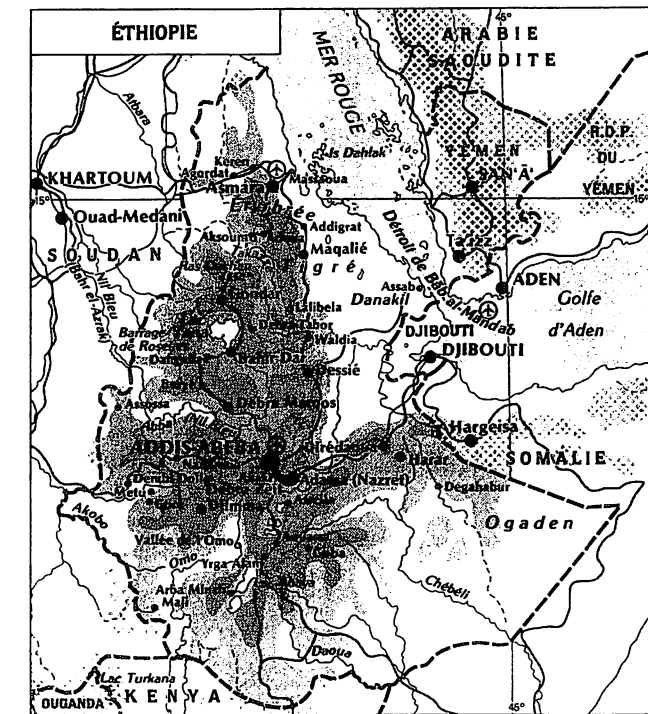
Ainsi, parce que leurs parents sont trop pauvres pour prendre en charge tous ces frais, des milliers d'enfants meurent chaque année. C'est autant d'assassinats programmés chaque année par la société capitaliste. Et le cas du Mali n'est qu'un exemple parmi tant d'autres dans les pays pauvres, hélas !

ETHIOPIE**LA POPULATION VICTIME  
DE LA DICTATURE ET DE LA GUERRE**

Au début du mois de janvier le gouvernement éthiopien a réservé un cadeau empoisonné à la population pour le début dunouveau millénaire. Il a décidé d'augmenter les taxes sur tous les produits d'importation. En particulier l'essence a augmenté de 17,4%. Comme depuis des années le gouvernement de Meles Zenawi a prôné la privatisation à outrance des entreprises d'Etat et la libéralisation des prix, autant dire que tout a augmenté du jour au lendemain. Ainsi la hausse d'environ 13% du prix de transport a entraîné celle des prix des denrées alimentaires comme le mil d'environ 14%.

nouveau régime prend le pouvoir en mai 1991, sans trop de difficulté, en déclarant que l'Erythrée pouvait accéder à son indépendance après référendum, il avait laissé espérer qu'enfin cette guerre fratricide allait cesser. Mais cette paix ne dura qu'un temps. Certes l'Erythrée est devenue indépendante. Mais depuis mai 1998 la guerre a repris entre les deux pays. La raison invoquée par les deux gouvernements est le non respect des frontières. Ainsi depuis deux ans la guerre fait des victimes dans les deux pays. Pourtant de chaque côté de la frontière ce sont les mêmes populations qui y habitent, elles parlent la même langue et sont de la même ethnie. En se déclarant la guerre, les dirigeants des deux pays espèrent détourner l'attention des populations de toutes les raisons de leurs mécontentements.

Mais dans cette guerre ce sont, comme d'habitude, les populations pauvres qui paient la note. Le gouvernement érythréen a chassé de son territoire tous les gens déclarés éthiopiens, et de leur côté les autorités éthiopiennes font tout autant en chassant toutes les personnes déclarées d'origine érythréenne. Cela fait bien des drames pour des milliers de personnes de chaque côté de la frontière. Surtout pour des petites gens qui, par exemple, vivant à Addis-Abéba depuis des décennies, sont obligées de fuir du jour au lendemain en laissant le peu qu'ils ont pu acquérir au cours de leur vie. Il n'en va pas de même pour les riches et les gros bonnets car le gouvernement a ménagé leur douleur. Ils peuvent laisser leurs affaires en gérance à des personnes de leur choix.



Evidemment la raison invoquée est, que pour financer la sale guerre contre l'Erythrée, le gouvernement a choisi de le faire payer par la population. Il est vrai que cette guerre entre l'Erythrée et l'Ethiopie dure depuis environ quarante ans. Cela a commencé au temps du roi Haïlé Sélassié, ensuite sous le régime militaire de Mengistu jusqu'en 1991. Lorsque le

Si au début de la guerre le gouvernement faisait vibrer la corde patriotique pour faire accepter la

guerre, maintenant cela marche de moins en moins. D'autant plus que, pour cette guerre fratricide, il procède à l'arrestation des jeunes pauvres des villes. Sous prétexte que ce sont des voyous, ils sont enrôlés de force dans l'armée et envoyés dans les zones de guerre. Ceux qui ne sont pas considérés comme des voyous, s'ils sont des jeunes élèves, sont obligés de faire une sorte de service militaire et envoyés au front de guerre à la fin de leurs études secondaires. C'est sûr que bien des familles ne veulent pas envoyer leurs enfants se faire tuer pour des causes qui ne sont pas les leurs.

Au mécontentement latent créé par cette guerre s'ajoutent d'autres raisons d'ordre économique. Il y a non seulement l'augmentation des prix, mais en plus, sous prétexte de diminuer les dépenses de l'Etat pour appliquer les exigences du FMI, le gouvernement procède à des licenciements chez les fonctionnaires. Ce qui fait qu'il manque de personnels soignants dans les hôpitaux, des professeurs dans les écoles et les universités. Du coup il y a une prolifération des écoles privées qui coûtent cher, et des cliniques privées inabornables pour les petites gens. En même temps l'analphabétisme augmente dans la population. De même les maladies de toutes sortes font des ravages dans la population.

Et quand les travailleurs demandent timidement des augmentations de salaires ou des améliorations des conditions de travail, les patrons comme le gouvernement licencient ceux qui sont considérés comme des meneurs.

C'est ce qui se passe à l'heure actuelle chez les postiers et les travailleurs de l'aéroport d'Addis-Abéba. Autant dire que les conditions d'existence des pauvres empirent de plus en plus. Il y a de plus en plus de mendiants dans les rues des villes, le banditisme et les vols à la tire augmentent énormément.

Le mécontentement n'est pas uniquement chez les pauvres. Les petits commerçants ne sont pas non plus contents de leur situation. Lors de la décision de l'augmentation des taxes, il y a eu une petite manifestation des petits commerçants. En plus l'Etat a donné en concession à des sociétés étrangères une grande partie du plus grand quartier commerçant de la capitale. Cela veut dire que tous les petits commerçants ayant une boutique dans ce secteur doivent quitter les lieux. Même ceux qui, pour le moment, ne sont pas concernés ne se sentent pas du tout en sécurité. Et certains commencent à s'organiser en association.

Face à cette situation, le gouvernement mène la politique du "diviser pour régner". Il attise l'opposition ethnique y compris au sein de l'appareil d'Etat. Ainsi depuis quelques années les hommes au pouvoir écartent de l'appareil d'Etat et de l'administration des éléments en général d'origine Amhara pour les remplacer par des personnes d'origine tigréenne, c'est-à-dire l'ethnie du principal dirigeant du pays, Meles Zénawi.

Voilà comment par la guerre comme par une politique tribaliste, celui-ci espère se maintenir au pouvoir.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.